



Association Nationale Club Energy

BULLETIN MENSUEL

SEPTEMBRE 2022

N° 26

Ref. :ANCE/sgra n°64
Date :05.10.2022

Sommaire

1. Activité du Club Energy	3
2. Synthèse des thèmes abordés pendant le mois	3

THERMIQUE

1.NOUVELLES BREVES DU MONDE DE L'ENERGIE , Contribution de Mr KLOUL Saïd, ancien Directeur Forage et ancien conseiller du PDG Sonatrach	3
2. L'AIE et l'OPEP ne sont pas d'accord sur la hausse de la demande et des prix du pétrole , un article de Petrostratégies du 19 Septembre 2022	9
3.Quelques nouvelles découvertes depuis le début de l'année en cours.....	10
4.Actualité sur les gaz torchés selon un article de Mr Mark Davis, CEO Capterio. <i>Courriel de Mr BOUDISSA Kamel</i>	11

TRANSITION ECOLOGIQUE

1. L'eau, un bien commun ou un bien économique ? une contribution du Dr. chafia ME , Docteur d'Etat en Sciences Politiques et les Relations Internationales publiée le 23 août 2022.....	12
2.La transition écologique peut tourner au cauchemar ,.....	
Convoitise européenne sur le lithium serbe selon "Le Monde Diplomatique" n° 828 septembre 2022	13

ENERGIE RENOUVELABLE

1.Electricité : l'été record de la production solaire en Europe. <i>Courriel du Dr BENSAD Hocine</i>	19
2.EnR: 567 MW de capacité totale installée au niveau national à fin 2021 <i>Courriel du Dr BENSAD Hocine</i>	19
3. L'acteur de la semaine : Alliance Légion Sécurité Privée alerte sur les vols sur les chantiers de centrales PV <i>Courriels du Dr BENSAD Hocine et de MM TOBBA Mokdad et KERKOU Ali</i>	20

ENVIRONNEMENT

Impact de la pollution sur la santé.....	21
---	-----------

3. Activités diverses

3.1. Colloques	21
3.2. Liens utiles & autres lectures	22



1. Activité du Club Energy

1.1 Site web du Club Energy

Comme indiqué dans le bulletin du mois précédent, la consultation portant sur le choix d'un fournisseur a été émise le 24 août 2022. Cette consultation auprès de quatre fournisseurs pour la conception et la gestion du site web du Club Energy a été inscrite dans le cadre d'une procédure adoptée par le Bureau. Conformément à cette procédure, les offres ont été reçues le 13 septembre 2022 et ouvertes par la Commission ad hoc. L'analyse de ses offres est en cours par le responsable du projet qui remettra son rapport au cours de la première semaine d'octobre.

1.2 Situation des cotisations à fin septembre 2022

La situation reste inchangée par rapport au mois précédent tant pour le nombre d'adhérent (72) que pour le montant des cotisations.

2. Synthèse des thèmes abordés pendant le mois

THERMIQUE

1. NOUVELLES BREVES DU MONDE DE L'ENERGIE, Contribution de Mr KLOUL Saïd, ancien Directeur Forage et ancien conseiller du PDG Sonatrach

- ✓ Nette reprise des recrutements, signalée dans le secteur des services et équipements pétroliers aux USA en août avec 6865 nouveaux jobs et un total d'employés de 648 914, chiffre très proche des 706528 de Février 2020, avant l'épidémie du COVID 19. (Bureau Statistiques du Travail, BLS, cité par World Oil (WO) du 2,9 2022).
Remarquons que le nombre d'appareils de forage au mois d'Aout 2022 (WO) aux Etats Unis est de 764 à comparer à celui de mai 2020 qui était de 648. Il reste cependant inférieur aux 987 appareils de mai 2019.
- ✓ Fatih Birol, Directeur Exécutif de l'AIE lors de la Réunion du G20 à Bali, Indonésie, a exhorté les ministres des plus importantes économies à donner la priorité aux actions de promotion d'une énergie sûre, abordable et durable. L'AIE a présenté aux membres du G20 un rapport sur la fiabilité et la sécurité d'une énergie propre durant la période transition. "Security of clean energy transitions" (voir à ma contribution sur Le Soir d'Algérie du 14/11/2021 " La fin programmée du pétrole et du gaz ?" (2e partie et fin).

A cette occasion l'AIE a présenté aux autorités indonésienne une étude qui leur avait été demandée : "An Energy Sector Roadmap for Net Zero Emissions in Indonesia".

- ✓ En Inde, Alors que les exportations ont chuté, les importations de pétrole ont gonflé pour atteindre 99 G\$ sur la seule période d'Avril à Aout 2022 ; elle n'en avait pas importé plus de 62G\$ sur la période d'Avril 2020 à Mars 2021 et seulement 50% de plus que pendant l'année fiscale 2021-2022.
- ✓ TES (Tree Energy Solutions), E.ON et ENIE ont signé un partenariat pour la gestion du 5ieme FSRU, terminal de regazéification Allemand, partenariat qui a commencé le 1^{er} Septembre 2022. Il a été commandé par le Gouvernement Allemand à ces compagnies. L'unité commencera la production à la période froide de 2023. Sa capacité est de 5 milliards de m3/an ce qui représente 5% de la consommation annuelle allemande. Le projet fait partie du programme arrêté par l'Allemagne pour se libérer de la dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie.
- ✓ Petronas et YPF s'accordent pour construire une unité de 5MT/a de GNL en Argentine
- ✓ OPEC+ a décidé de réduire la production 100 000 bbls/j à partir d'octobre 2022, pour équilibrer le marché trop fluctuant depuis quelques semaines.
- ✓ Pour remplacer le gaz russe, Woodside Energy Trading Singapore Pte Ltd. a signé un accord à long terme avec Uniper Global Commodities SE pour lui fournir 80000T/an de GNL en 12 cargos à compter de Janvier 2023, destinées à l'Europe (OGJ 6/9/2022).
- ✓ La consommation de gaz aux Etats Unis a atteint 2,308 Tcf en juin 2022 soit +4,2% comparé à juin 2021. Les exportations ont atteint 550 G pieds cubes pour le mois soit 2% de plus qu'en juin 2021.
- ✓ Selon Petroleum Economist du 15/9/2022, La Commission Européenne va "tomber" sur les producteurs et les générateurs d'énergie. Elle propose des mesures pour réduire la demande d'énergie, plafonner les revenus des générateurs d'électricité et taxer les revenus exceptionnels des sociétés pétrolières et gazières. La manœuvre a pour objectif de réduire les effets de la crise d'énergie qui s'annonce pour l'hiver.
- ✓ Avant de réduire sa production pour septembre, comme promis à l'OPEP, l'Arabie Saoudite a produit plus que 11 millions bbls/jour en Aout 2022 ce qu'elle n'a pas fait depuis avril 2020. Elle a produit 11,05 millions bbls/j soit 236 000 bbls/j de plus, niveau rarement atteint durant la décennie passée (WO 13/9/2022).



- ✓ En fin de compte l'Administration Biden, slalomant entre ses engagements pour le climat et la grogne de la population contre l'inflation galopante du fait du manque d'énergie, couronnée par la Loi "Inflation Reduction Act", vient de libérer les 307 offres pour des blocs du Golfe du Mexique, offres qui ont été acceptées à la suite de l'Appel d'offres de novembre 2021. Pour rappel, l'appel d'offre avait été annulé par un juge fédéral pour insuffisance de conditions de protection de l'environnement, exigées des gagnants, lesquels avaient payé 190 millions us\$ pour ces blocs ! Le Bureau qui gère le domaine minier et qui est responsable de l'Appel d'Offre, dit avoir inclus maintenant des dispositions pour la protection des ressources biologiques sensibles, la mitigation des effets agressifs sur les espèces protégées et pour éviter des conflits potentiels entre les usagers de l'océan.
- ✓ Le CEO de Shell, Ben van Beurden, vient d'annoncer qu'il quittait son poste à la fin 2022, après 40 ans passés au sein de la Compagnie.
Il sera remplacé par Wael Sawan, Canadien Libanais, né à Beirut en 1974. Il est titulaire d'un master en Chimie de McGill University Canada, et d'un MBA de Harvard Business School. Il a commencé comme ingénieur à PDO, Oman puis a rejoint Shell où il travaille depuis 25 ans à différents postes et différentes locations, dont Shell Qatar comme Vice-Président Exécutif, Vice-Président Commercial New Business Development & GNL puis Managing Director et Chairman de Qatar Shell Company ; positionné à La Haie, Directeur Amont Shell, Vice-Président Offshore Profond et membre du Comité Amont , Directeur Integrated Gas Renouvelables & Energy Solution.
- ✓ Fatih Birol président de l'AIE a publié un article dans lequel il souligne trois contrevérités qu'il estime dommageable (Linked In 7/9/2022) :
 - 1) La Russie est en train de gagner la bataille de l'énergie, idée qui réfère au fait que son invasion de l'Ukraine lui a permis d'enregistrer de grands revenus grâce aux tarifs élevés. Les tenants de l'idée ne voient pas dit-il que ce n'est qu'à court terme, alors qu'à long terme, en se mettant à dos l'Europe, la Russie perd un très grand client irremplaçable en plus de sa crédibilité. Ils oublient aussi qu'à moyen terme les sanctions internationales seront lourdes de conséquences.
Par ailleurs la Russie avait prévu de vendre 120 à 140 Millions de tonnes de GNL d'ici à 2035, c'est-à-dire 4 fois ses exportations actuelles ; Ceci semble trop loin à atteindre sans partenaires et technologie occidentaux.
 - 2) On entend aussi souvent dire que cette crise est celle de l'énergie propre. C'est absurde dit-il ; J'ai parlé à de nombreux dirigeants ; tous regrettent d'avoir trop tardé à aller vers le solaire ou l'éolien.
 - 3) Autre idée : Cette crise est un coup de frein aux énergies propres, ce que je ne vois pas du tout. Pour moi au contraire cela nous rappelle que le système énergétique actuel trop dépendant des hydrocarbures est insoutenable.

Les plus grandes économies du monde sont en train de faire de gros efforts vers les énergies propres à l'exemple de l'UE et du Japon.

- ✓ Dans le même ordre d'idée, selon Bloomberg (16/9/2022), rapporté par le World Oil du 19/9/2022, s'appuyant sur la firme Kpler spécialiste des données sur l'énergie, la Russie arriverait à placer la moitié de ce qu'elle vendait à l'Europe, lorsque celle-ci cessera totalement d'acheter du pétrole russe. Il cite plusieurs pays dont l'Indonésie, le Pakistan, le Brésil...et des pays du Moyen Orient, ce qui pourrait lui écouler jusqu'à 1 million bbls/j ce qui est la moitié de ce qu'elle vendait à l'Europe avant la crise. Les pays du moyen Orient achèteraient 500 000 bbls/j pour remplacer ce qu'ils consomment localement, réorientant alors toute leur propre production vers l'exportation.
- ✓ Selon Africa News du 16/9/2022, NNPC, ONHYM et un représentant officiel de ECOWAS (Economic Community of West African States) ont paraphé un MOU confirmant l'engagement de ECOWAS et de tous les pays concernés de contribuer à la faisabilité du projet NMGP (Nigeria Morocco Gas Pipeline). Cette information a été rapportée par WO du 16/9/2022, qui reproduisait un papier de Bloomberg.
- ✓ ADNOC accélère la marche vers l'objectif de 5 millions bbls/j qu'elle s'est fixé pour 2030. Ses nouvelles intentions aujourd'hui sont d'atteindre ce niveau de production en 2025 en profitant des revenus largement excédentaires par rapport à ces couts que le marché lui offre encore malgré son recul à 90\$/Bbl devant l'inquiétude de ralentissement économique mondial (WO 19/9/2022)
- ✓ Au Forum Digital organisé par Schlumberger, le Chairman et CEO de l'ARAMCO a pointé du doigt la fuite en avant vers les énergies renouvelables et souligné que les dirigeants de l'industrie devraient éviter de faire de mauvais choix. Il a souligné que l'offre de pétrole et de gaz sera à l'avenir en dessous de la demande. Entre 2014 et 2021, dit-il, l'investissement dans ces énergies a chuté de plus 50% passant de 700 milliards de us\$ à 300 milliards de us\$. L'augmentation de cette année est trop courte et tardive ; avec le Covid 19, la plupart d'entre nous avaient affirmé que la demande de pétrole et de gaz ne se relèverait pas. Aujourd'hui on s'aperçoit que c'est faux : le solaire est toujours à 10% de la génération d'énergie et 2% seulement de l'énergie primaire ; même les véhicules électriques ne dépassent pas 2% de l'ensemble du parc en circulation. Parce que les plans de tous les responsables de l'énergie n'étaient que des châteaux de sable mettant des milliards de personnes dans le monde devant des problèmes d'énergie. Plafonner les prix de l'énergie peut aider les consommateurs dans l'immédiat mais ne règle pas les problèmes à long terme ; taxer les compagnies quand on leur demande d'augmenter la production ne peut pas être une solution non plus (WO 21/9/2022)..
Le CEO de l'ARAMCO pense que la politique qui vaille la peine d'être menée doit être bâtie sur un triptyque :



- garder à l'esprit que les énergies conventionnelles seront nécessaires encore à long terme ;
- réduire d'avantage l'empreinte carbone des énergies conventionnelles et atteindre une plus grande efficacité dans l'utilisation de l'énergie grâce à l'utilisation de la technologie ;
- troisièmement faire appel aux énergies bas carbone pour compléter les ressources conventionnelles.

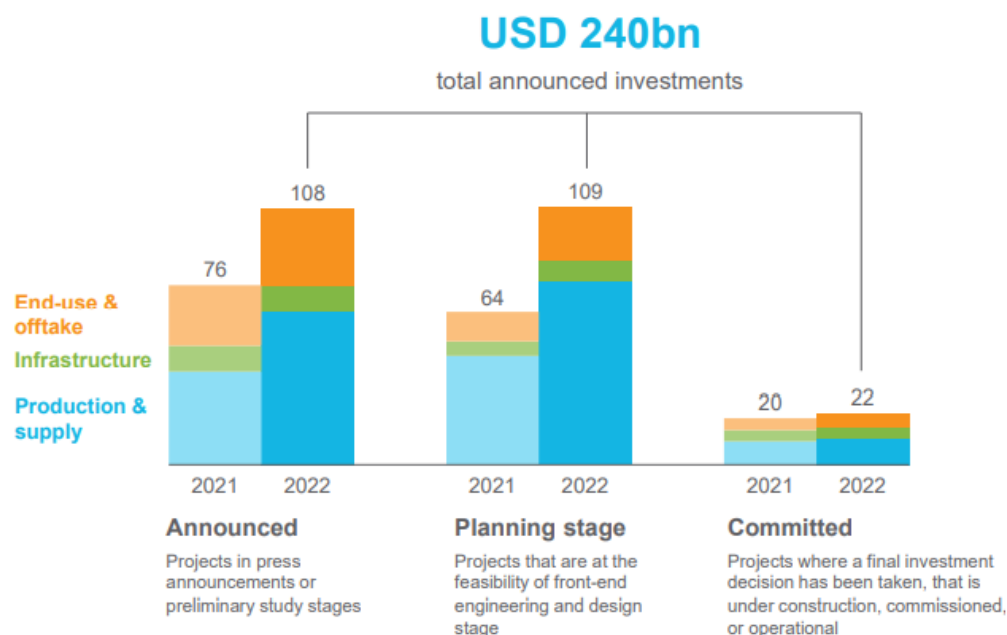
A l'horizon 2030, ARAMCO aura augmenté de 50% sa production de gaz avec en plus un mix gaz conventionnel et non conventionnel tout en réduisant l'intensité carbone de l'activité amont ; nous intensifions nos efforts, a-t-il dit pour faire avancer les technologies concernées par nos activités notamment le captage et stockage de carbone, et nous stimulons en permanence les énergies bas carbone.

- ✓ Selon Roeland Baan, CEO de TOPSOE, qui construit des électrolyseurs oxyde solide (SOEC), le méthanol et l'ammoniaque constitueront la plus grande part du marché de l'hydrogène (Hydrogen Economist 20/9/2022). Dans le même numéro un article signale un manque de visibilité dans le marché de l'hydrogène, du fait d'un recul de la demande obligeant les investisseurs à repousser leurs décisions d'investissement ; nombreux sont les projets qui seraient en suspens.
- ✓ En effet, selon Hydrogen Insights 2022, publié par le Conseil de L'Hydrogène le 20/9/2022, sur 680 projets d'hydrogène grandes dimensions d'une valeur de 280 Milliards de \$ planifiés, seuls 10% (22Milliards \$) ont atteint le FID, avec la Chine en tête pour le développement des électrolyseurs (200MW), le Japon et la Corée du Sud en avance sur les fuel cells (piles à combustible) avec 50% des capacités mondiales de construction (11GW). L'Europe est loin derrière bien qu'elle ait annoncé 30% des projets à elle seule. Pour atteindre Net Zéro Carbone à 2050 il est nécessaire de mobiliser 700 milliards us \$ d'ici à 2030. Aujourd'hui seulement 3% du capital est engagé.

Exhibit 4 – Announced investments by maturity

Direct hydrogen investments until 2030, USD billion

As of May 8, 2022



Cette lenteur dans les engagements vient du manque de visibilité du marché, de l'attente décisions de mettre en vigueur les lois et règlements qui encadrent cette industrie y compris les financements, pour inciter les clients à entrer dans des contrats à long terme.

Les 240 milliards us \$ se répartissent en 65% pour la production de l'hydrogène propre, 25% pour l'utilisateur terminal et 10% pour le transport et la distribution.

- ✓ OMV vient d'annoncer la découverte de 80 millions baril oil equivalent (BOE) de gaz et condensat sur Oswig prospect situé en mer du nord côté Norvège (OGJ 23/9/2022).
- ✓ Le WO du 22/9/2022, a consacré une note sur la mobilisation au Royaume Uni contre l'autorisation de reprendre les fracturations hydrauliques prise par la 1ere ministre. Les anti-fracturation sont surtout mobilisés à cause de secousses sismiques qu'elle "déclencherait". L'émoi semble particulièrement vif dans le petit village de Balcombe de 2000 habitants du sud de Londres où la dernière opération a été effectuée il y 10 ans. La 1ere ministre a déclaré tout de même qu'elle n'autoriserait pas la fracturation si le risque est élevé. Le gouvernement avait confié une étude sur ce sujet à des experts qui ont conclu à l'impossibilité d'évaluer cette technologie sur la base des opérations réalisées en Grande Bretagne, pointant toutefois du doigt le risque de secousses sismiques.

Adresse : Association Club Energy 3, Rue Mohamed DRARENI BP n° 295 Hydra, Alger

Mail : clubenergy2020@gmail.com

Signalons que le plan de la 1ère ministre va se heurter à la problématique de la logistique puisque les flottes de fracturation ont été démobilisées depuis longtemps.

- ✓ Les plan Net Zéro émissions continuent de dessiner les formes du business de l'énergie du futur.

C'est le cas de Repsol qui, pour rester en ligne avec ses engagements à la COP 26, vient d'annoncer en septembre 2022 qu'elle isolait son Oil and Gas business en une société indépendante dans laquelle elle ne détiendra plus que 75% des parts ainsi que le contrôle des opérations.

- ✓ Dans un article intitulé "Le pétrole dans un monde décarboné", Simon Flower de Wood Mackenzie, dans son numéro de The Edge du 22 septembre 2022, a essayé d'appréhender la situation de la demande de pétrole à l'horizon 2030 et 2050 dans le cas d'une transition accélérée avec le scénario 1,5°C, en prenant comme base l'ETO de Wood McKenzie (Transition Énergétique Outlook) de 2019.

Pour un accroissement de la température de seulement 1,5°C que la mobilité semble favoriser avec l'accroissement du nombre de véhicules électriques sur le marché, la demande de pétrole sera beaucoup plus faible. Mais même dans ce cas l'industrie du pétrole et du gaz aura besoin d'importants investissements durant les deux décennies à venir. En effet nous aurons besoin de 20 millions de nouveaux barils/jour pour remplacer le déclin des gisements. Ils viendront de l'extension des réserves existantes, de nouveaux gisements découverts à développer et de nouveaux gisements à découvrir.

Il souligne que les risques géopolitiques seront toujours présents car les réserves sont détenues par une poignée de pays. Avec ce scénario, la part des producteurs du Moyen Orient passera de 30% aujourd'hui à 50% vers 2040. Pour ce qui est des prix, l'ETO estimait le Brent autour de 80 us\$/bbl, prix indispensables pour encourager l'investissement. A partir de 2035 la demande chuterait de 2 millions bbl/j chaque année ce qui rendra le défi impossible à tenir pour l'OPEC si elle veut maintenir les prix.

Avec la transition accélérée (1,5°C), le prix dépendra du prix break even du baril. Le Brent descendra à 55 us\$/bbl (en termes réels) vers 2030 et sous les 40 us\$/bbl vers 2050.

Pour Simon Flower, la guerre Russe-Ukraine, souligne combien nous sommes encore dépendants du pétrole, du gaz et du charbon, ce qui a poussé certains gouvernements y compris celui du Royaume Uni, à utiliser de nouvelles motivations pour encourager les industriels du pétrole et du gaz à investir dans les énergies carbonées. Ceci signifie que la transition énergétique sera repoussée plus loin dans le temps.

2. L'AIE et l'OPEP ne sont pas d'accord sur la hausse de la demande et des prix du pétrole selon Petrostratégies du 19 Septembre 2022

L'OPEP estime que « la demande de pétrole en 2023 devrait être soutenue par une performance économique toujours solide dans les principaux pays consommateurs, ainsi que des améliorations potentielles des restrictions liées au COVID-19 et des incertitudes géopolitiques réduites ». En effet, selon les derniers rapports mensuels des organisations OPEP et AIE, l'OPEP est plus optimiste et considère que la demande augmentera de 3,0 millions bbls/j en 2022 et de 2,7 millions bbls/j en 2023 pour arriver à 102,7 millions bbls/j . En revanche, l'AIE prédit respectivement 2,0 millions bbls/j et 2,1 millions bbls/j pour ces augmentations annuelles.

L'AIE considère que l'environnement économique est dégradé et que la COVID 19 sévit encore en Chine. Cette agence estime que la demande sera tirée par la consommation de kérosène avec la reprise du transport aérien et de brut pour la production d'énergie électrique vue la cherté du gaz. De plus, l'AIE prévoit une nouvelle baisse de la production russe (9,5 millions bbls/j en février 2023) en raison de l'embargo imposé par l'UE (à partir du 05.12.2022 pour le pétrole et 05.02.2023 pour les produits raffinés), mettant ce pays dans une situation de plus en plus difficile n'ayant plus de débouchés pour 1,4 Mb/j de pétrole brut et 1 Mb/j de produits raffinés.

L'UE importe aujourd'hui 600 000 bbls/j de diesel russe mais pourrait se tourner vers trois autres pays (Koweït, Mexique et Nigéria) où trois grandes raffineries doivent entrer en production en 2023. D'après l'AIE, des tensions sont à craindre en 2023 sur le diesel et le kérosène.

L'OPEP craint que le marché pétrolier soit l'objet de spéculations dont les signaux erronés envoyés ont fait chuter les prix, signaux erronés accentués par des marchés papier et physiques de plus en plus déconnectés.

Courriel de Mr OUARTSI Ali

3. Quelques nouvelles découvertes depuis le début de l'année en cours, d'après Le Jeune Indépendant du 29 mars 2022 et la Nouvelle République Algérie, quotidien d'information indépendant n° 7450 du Jeudi 1 Septembre 2022 .

En matière de pétrole (découvertes/délinéations du sud au nord)

Puits	Bassin	Périmètre	Niveau géologique	Réserves en place (million barils)	Production (estimation/test de formation)
Hassi Illatou Est 1(LTE1°	Ahnet Timimoun	Sbaa	Carbonifère	Entre 48 et 150	Près du centre de Hassi Illatou
Rhourde Oulad Djemaa	Berkine(ENI/SH)	Sif Fatima 2	Trias Argileux Gréseux	300 barils/jour d'huile et 51 000 m3	207 m3/j d'huile GOR :246 m3/m3

Adresse : Association Club Energy 3, Rue Mohamed DRARENI BP n° 295 Hydra, Alger

Mail : clubenergy2020@gmail.com

Ouest-1» (RODW-1)			Inférieur (TAGI)	/jour de gaz associé	
HDLE1	Berkine(ENI/SH)	Zemlet El Arbi	Trias Argileux Gréseux Inférieur (TAGI)	140	46,4 m3/h huile GOR :125 m3/m3
West Oglet En Nasser-2 (WOEN-2)	Oued Mia	Touggourt Est1	Trias Série Inférieur et Ordovicien Grés d'Ouargla	961	5 094 barils/jour d'huile et 185 582 m3/jour de gaz. »
Ouled Sidi Cheikh (OSC-1)	El Ouabed,	El Bayadh	Lias carbonaté	/	925 bbls/j d'huile GOR : 44 m3/m3

Avec les découvertes en association avec ENI de RODW1 et HDLE1, il apparaît que le bassin de Berkine n'a pas encore livré tous ses secrets. Avec WOEN1, le périmètre de Touggourt peut s'avérer à fort potentiel. La surprise vient de OSC1 sur le périmètre d'El Bayadh car on ne peut pas ignorer que **le lias carbonaté** fait le bonheur ailleurs comme pour les gisements d'Arabie Saoudite et du Mexique et que nous avons tout intérêt à revoir notre approche sur l'ensemble du ce niveau géologique présent à et autour de Hassi R'Mel, voire plus loin car il peut présenter d'excellentes caractéristiques pétro physiques.

En matière de gaz

Puits	Bassin	Périmètre	Niveau géologique	Réserves	Production/test
Hassi R'mel	Oued Mya	Hassi R'mel	LD2, lias carbonaté	350 milliards m3 max	10 millions m3/j (au total)
In Ekker sud west 1(IESW1)	Illizi	In Amenas2	Dévonien (2 niveaux producteurs)	/	-300 000 m3/j gaz et 26 m3/j cond. -213 000 m3/j gaz et 17 m3/j cond.
Tamzaia-3» (TAMZ-3)	Béchar	Taghit	Siégénien, (Dévonien inférieur)	/	Réservoir à gaz non testé

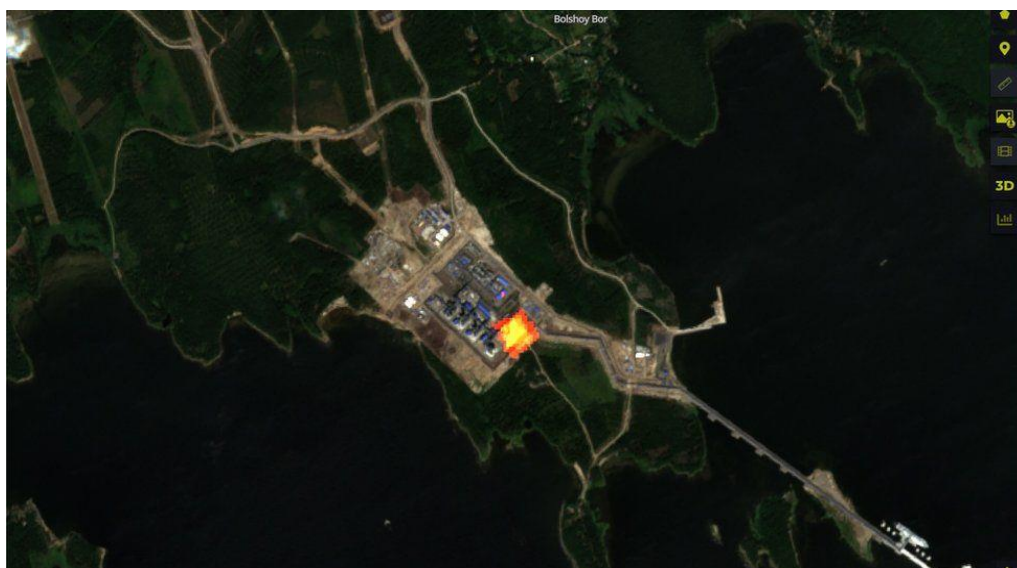
Sonatrach a annoncé le 27 juin 2022 avoir fait une grande découverte dans le **niveau LD2 du lias carbonaté** à Hassi R'mel et a estimé que les réserves en place de gaz à condensat seraient comprises entre 100 et 350 milliards m3. Elle annonce dans la foulée qu'après des travaux accélérés de forage, une production de 10 millions m3/j est attendue à partir de cet horizon dès le mois de novembre 2022. Jusque-là le niveau LD2 présent sur tous les puits forés de Hassi R'mel, a été considéré comme un horizon à faible perméabilité sans impact sur la production ; sa contribution future à la production pour une quantité supplémentaire de 3,5 Gm3/an constitue une nouvelle étape dans l'exploitation du champ de HR.

Adresse : Association Club Energy 3, Rue Mohamed DRARENI BP n° 295 Hydra, Alger

Mail : clubenergy2020@gmail.com

4.Actualité sur les gaz torchés selon un article de Mr Mark Davis, CEO Capterio

Alors que le monde vit à la fois une crise énergétique, une crise climatique et une crise humanitaire, il est malheureux de constater que 266 Gm3 de gaz sont brûlés à la torche à cause de fuites sur la chaîne d'approvisionnement du pétrole et du gaz. Au prix actuel, c'est une perte de revenus estimée à 500 milliards us\$ et cela représente 6 milliards de tonnes équivalent CO2. La solution de ce problème atténuerait les crises citées ci-dessus. C'est donc le moment d'intensifier les efforts afin de réduire ces fuites de gaz en procédant à des investissements adéquats créant ainsi de la valeur ajoutée et accélérer la Transition Energétique.



Gaz brûlé sur la station de Portovaya, Gazprom

La société Capterio vient d'émettre sa 3^{ème} édition du "Flarintel Free", outil permettant d'associer les dernières données mondiales de torchage à des cartes montrant les bassins géologiques et leur découpage en différents blocs. Un modèle permet de tracker journallement les émissions de gaz partout dans le monde et en conséquence, d'optimiser les opérations de suivi et de priorisation des investissements destinés à récupérer le gaz torché.

Courriel de Mr BOUDISSA Kamel

TRANSITION ECOLOGIQUE

1. L'eau, un bien commun ou un bien économique ? une contribution du [Dr. chafia ME](#), Docteur d'Etat en Sciences Politiques et les Relations Internationales publiée le 23 août 2022.

Adresse : Association Club Energy 3, Rue Mohamed DRARENI BP n° 295 Hydra, Alger

Mail : clubenergy2020@gmail.com

Le grand débat international sur la nature de l'eau a débuté dès la fin des années soixante-dix, traduisant une prise de conscience de la communauté internationale de la problématique de l'accès à l'eau potable et son impact sur les questions de la sécurité alimentaire et sanitaire. L'accroissement démographique soutenu, les modes de production et de consommation inadaptés, face aux risques croissants d'épuisements des ressources hydriques, a classé la question de l'eau à la tête des priorités des travaux de multiples rencontres internationales consacrées à l'eau. Deux notions ont été au centre du grand débat international sur l'eau, dressant la question suivante : l'eau est-elle un bien commun ou un bien économique ?

La conférence internationale de l'eau, qui a été tenue à Mer Del Plata en Argentine en 1977 a défendu la notion du bien commun pour qualifier la nature de l'eau, en tant qu'élément vital à la satisfaction des besoins essentiels, engageant la responsabilité de l'Etat pour garantir l'accès des populations à l'eau potable, en quantité suffisante et de qualité. Le plan d'actions adopté à Mer Del Plata, approuvé par l'Assemblée Générale des Nations Unies sous la résolution 32/158 du 03 mars 1978, traduit cette notion, en considérant que « *tous les peuples, quels que soient leur stade de développement et leur situation économique et sociale ; avaient le droit d'avoir accès à une eau potable dans la quantité et la qualité devraient être égales à leurs besoins essentiels* ». Les travaux de la conférence auxquels 150 pays ont pris part ont débouché également sur le lancement de la « Décennie pour l'eau potable et l'assainissement » (DIEPA), visant l'amélioration de l'accès de la population à l'eau potable, ainsi qu'aux structures d'assainissement de base, et ce, à l'horizon tracé pour l'année 1990. Toutefois, le bilan présenté en 1990 à New Delhi, a fait le constat de l'échec de la DIEPA, faute d'absence de l'intégration de dispositions financières adaptées, selon une approche qui tient compte de la limite de ressources financières de certains pays eu égard à la nécessité d'investir dans les infrastructures de base pour garantir l'accès à l'eau. A cette contrainte financière, s'ajoute la question de la levée de la confusion dans les concepts : d'une part, la confusion entre la notion du bien commun et l'accès gratuit à l'eau, car l'amélioration de l'accès à l'eau potable engage des coûts à recouvrir au moins une partie auprès des usagers à l'effet de garantir la continuité du service et d'autre part, la nature juridique de notions du bien commun et bien public. A ce titre, les biens communs sont une catégorie clairement présente dans la tradition du droit romain, dans laquelle s'affirme le principe d'« in appropriabilité » de ces biens qui n'appartiennent à personne. Le droit romain a bien su saisir l'étroite relation existante entre l'eau en tant que bien et la jouissance effective des droits fondamentaux de la personne. La notion de « aqua profluens », prévoyait que la source, étant donné qu'elle faisait partie de la surface terrestre, pouvant faire l'objet aussi bien d'une propriété publique que d'une propriété privée, contrairement à l'eau courante insusceptible de devenir une propriété privée, car considérée comme ressource commune, au même titre que l'air et l'eau de mer. Tant que l'Etat gère les biens publics dont il était propriétaire et les biens communs dont il avait la responsabilité, dans l'intérêt général et en dehors des logiques commerciales, il n'y avait aucune nécessité immédiate de faire la distinction. L'absence d'appropriabilité de l'eau en tant que bien a pour conséquence de l'absence de la valeur commerciale et par la même l'impossibilité de la considérer comme un bien marchand. (Alberto LUCARELLI, *La nature juridique de l'eau entre bien public et bien commun/PP.87-98*). Reconnaître la nature de bien commun de l'eau, est une

reconnaissance que ce bien appartient à toute l'humanité et donc, il ne répond pas à la logique marchande. Par contre, deux grandes questions demeurent posées : la première est au niveau des responsabilités, car responsabiliser l'Etat, comme l'acteur « unique » dans la satisfaction de ces besoins essentiels, est une lourde mission à supporter face à l'absence de la responsabilisation de tous les usagers de l'eau, sachant que, ce bien commun est un bien qui appartient à tous, et dont sa gestion et sa préservation est une affaire collective. Quant à la deuxième, est au niveau de la valeur économique de l'eau, puisque l'eau engendre un coût de sa production, de son transport, de sa distribution et de sa gestion de façon générale pour la rendre disponible en quantité suffisante et de qualité pour les trois usages de l'eau (agricole, industriel et domestique). Ceci dit, l'eau est à la fois un bien commun et a une valeur économique ce qui exige, le besoin de trouver le juste équilibre entre les deux notions pour sa meilleure gouvernance.

Ainsi, le sommet de la terre de Rio, tenu à Dublin en janvier 1992, a consacré ses travaux à la notion du bien économique de l'eau, en introduisant la question du prix de l'eau, parmi les quatre principes de la gestion de l'eau retenue lors de ce sommet. Cette notion qui a été soutenue par la Banque Mondiale et le FMI dès les années 1980, dans le cadre des plans d'ajustements structurels assortis à leurs prêts et leurs financements, qui avaient cherché à promouvoir l'idée du retrait de l'Etat de la gestion de l'eau en cédant sa place à une gestion associant plusieurs acteurs : collectivités locales, agences internationales, usagers, société civile, acteurs économiques. Cette vision a été publiée en 1992 par la Banque Mondiale dans un rapport sur l'amélioration de la gestion de l'eau, sous la bannière d'un nouveau modèle de « partenariat public-privé ». Les arguments qui ont été développés mentionnent que les entreprises privées, sont seules capables de mobiliser les financements nécessaires et d'inventer les solutions économiquement optimales pour une gestion durable de l'eau où elles peuvent aller jusqu'au recouvrement de tous les coûts d'opération du service par l'imposition d'un prix adéquat considérée comme seul moyen d'encourager l'usage raisonnable de l'eau.

Sous un autre angle, le fait saillant qui a marqué le débat sur l'eau lors de la conférence internationale à Dublin 1992 était la divergence, entre les multinationales qui défendaient la notion du bien économique et les ONG qui plaidaient pour la notion du bien commun en condamnant à la fois la vision « technico-économique et marchande », et en critiquant la façon de cerner le rôle de l'Etat comme étant un simple régulateur. La grande question au cœur du débat est donc est dans la fixation du prix de l'eau qui est au cœur du problème. Beaucoup des ONG pensent qu'effectivement, le prix de l'eau devra couvrir les frais de traitement, de distribution, et de dépollution mais refusent qu'il soit fixé par le marché. Quant aux multinationales, elles ont jugé la considération de l'eau comme étant un bien économique est fondamentale, pour une gestion rationnelle des ressources et pour mettre fin à toutes les formes de gaspillage de l'eau, qui se raréfie au fil des années. L'intégration de nouvelles technologies pour « produire » l'eau (dessalement, recyclage) et la spécialisation dans les technologies de l'eau et le traitement de l'eau engendrent des charges à couvrir. De ce fait, l'option économique devrait être retenue pour la durabilité de la ressource d'une part et d'autre part, pour assurer un accès durable des populations à cette ressource vitale. La notion

du bien économique a été retenue à Dublin, ainsi que la reconnaissance de droit de fondamental de l'homme à l'eau, selon le quatrième principe : *« l'eau utilisée à de multiples fins, a une valeur économique et devrait donc être reconnue comme bien économique. En vertu de ce principe, il est primordial de reconnaître le droit fondamental de l'homme à une eau salubre et à une hygiène adéquate pour un prix abordable. La valeur économique de l'eau a été longtemps méconnue, ce qui a conduit à gaspiller la ressource et à l'exploiter au mépris de l'environnement. Considérer l'eau comme un bien économique et la gérer en conséquence, c'est ouvrir la voie à une utilisation efficace et équitable de cette ressource, à sa préservation et à sa protection »* (The Dublin Statement, 1992).

Et si nous remontons un peu plus loin pour identifier l'importance de la valeur économique de l'eau dans la science économique, selon la pensée respective de David Ricardo et d'Adam Smith, nous constatons, que la question de l'eau a été abordée sous angle différent. David Ricardo (1817) a exprimé un désintérêt à cette question : *« [...] On n'achète point le droit de jouir de l'air, de l'eau, ou de tous ces autres biens qui existent dans la nature en quantités illimitées [...] mais personne n'achète le droit de jouir de ces agents naturels qui sont inépuisables et que tout le monde peut employer. De même, le brasseur, le distillateur, le teinturier, emploient continuellement l'air et l'eau dans la fabrication de leurs produits ; mais comme la source de ces agents est inépuisable, ils n'ont point de prix »*. (Cité In Nabil Kherbache « la problématique de l'eau en Algérie : Enjeux et contraintes ». Or l'eau est aujourd'hui une ressource qui se raréfie quantitativement et qualitativement du fait de la jonction de plusieurs facteurs climatique, démographique, urbanistique et la montée en puissance des risques de pollution de sources d'eau, limitant la disponibilité. Quant à la théorie classique présentée par Adam Smith en 1776 distingue deux sortes de valeurs, la première c'est la valeur d'échange et la seconde celle de l'usage selon son paradoxe de l'eau et du diamant. Selon Adam Smith : *« Il faut observer que le mot valeur a deux significations différentes, quelquefois il signifie l'utilité d'un objet particulier, et quelquefois il signifie la faculté que donne la possession de cet objet d'en acheter d'autres marchandises. On peut appeler l'une, Valeur en usage, et l'autre, Valeur en échange. Des choses qui ont la plus grande valeur en usage n'ont souvent que peu ou pas de valeur en échange ; et au contraire, celles qui ont la plus grande valeur en échange n'ont souvent que peu ou pas de valeur en usage. Il n'y a rien de plus utile que l'eau, mais elle ne peut presque rien acheter ; à peine y a-t-il moyen de rien avoir en échange. Un diamant, au contraire, n'a presque aucune valeur quant à l'usage, mais on trouvera fréquemment à l'échanger contre une très grande quantité d'autres marchandises »*. Adam. Smith, 1776 traduit par G. Garnier, 1881 tome I p. 3310 In Nabil KHERBACHE Page 12).



Or dans la vie quotidienne, la valeur de l'usage de l'eau est présente dans toutes ses formes, entant qu'intrant dans les processus de fabrication des biens et de service mais également dans l'usage domestique, ce qui procure à la valeur de l'usage de l'eau une valeur économique. Mais si l'eau n'est pas une marchandise mais un bien commun, source de vie et non de profit, alors la gestion de l'eau doit se référer à l'intérêt général et non à des logiques marchandes. L'eau n'est pas fabriquée par l'homme, elle est un don de Dieu. En revanche, sa mise à la disposition aux consommateurs, son pompage, son traitement, son acheminement jusqu'à la fontaine ou le robinet du consommateur l'eau engendre des coûts de l'exploitation et de la maintenance des infrastructures, des produits pour garantir la qualité de l'eau, de la compétence humaine pour la rendre disponible ce qui engendre un coût à payer. La tendance observée aujourd'hui au 21ème siècle est marquée par le retour de la question de l'eau, dans le champ des relations internationales pour s'aligner non pas seulement aux questions de la paix et de la sécurité mondiale, ou aux enjeux de la gouvernance des eaux transfrontalières- dans un contexte marqué par la rareté-, mais aussi, pour s'inscrire dans un grand enjeu, de finances, et de marchandisation de l'eau. Cette vente qui impose à l'eau la logique du marché, de l'offre et de la demande et donc, du traitement selon une logique financière l'équilibre entre la rareté et la disponibilité, sachant que la demande mondiale en eau ne cesse de croître pour satisfaire les besoins essentiels et nutritionnels, dans un nouvel ordre mondial qui vit au rythme de profonde mutation.

Le monde ne cesse de basculer d'une théorie à une autre, passant de la vulnérabilité au climat et ses conséquences sur les ressources naturelles, et sur l'individu de façon générale à la théorie de la rareté qui motive le recours à la marchandisation de l'eau, cette ressource stratégique, vitale et non substituable. A ce titre, citons Mike Young, un économiste australien, le pionnier de cette théorie, *selon lui, l'eau va devenir rare dans les années à venir. Ainsi, cette ressource doit être gérée de la manière la plus optimale possible. La seule façon de réguler cette optimalité se trouve sur les*

marchés. Les marchés permettent ainsi d'agir sur la consommation d'eau, tout en favorisant le marché concurrentiel (<https://easynomics.fr/>). Le changement climatique continu a impacté le cycle hydrologique de l'eau, et les projections futures ne cessent d'indiquer la baisse de la disponibilité de l'eau face à un accroissement démographique mondial soutenu, pour justifier le recours à la vente de l'eau, et insérer l'or bleu, dans une logique de marchandisation, qui creusera sans évoquer, l'inégalité de l'accès à l'eau mais qui donnera aussi un nouveau pouvoir à ceux qui domineront ce marché.

La théorie de la rareté de l'eau, ouvre la voie progressivement à la mise sous le contrôle du monde des finances, l'eau, qui demeure, désormais, un bien commun et un droit universel qui fait partie des droits de l'homme. Des signes forts indiquent cette tendance. Dès 1989, le gouvernement Britannique a décidé sous la gouvernance de Margaret Thatcher de privatiser l'eau. En 2003, l'eau est entrée en bourse avec le water find qui agit sur le marché de bourse en Australie, suivi de la bourse de Chicago en décembre 2020, où l'eau devient un produit financier en Californie. A ce titre, *Riccardo Petrella, économiste et ardent défenseur du droit à l'eau a déclaré à Reporterre « c'était pour la première fois que cette ressource vitale n'était plus seulement considérée comme une marchandise qu'on peut acheter et vendre, mais aussi et surtout comme une valeur financière sur laquelle on peut spéculer »*, (<https://reporterre.net>). Ajoutons à cela, l'indexation financière de l'eau qui existe depuis 2018 sous l'appellation Nasdaq (NQH2O) qui détermine le prix de l'eau en Californie, et l'implication des banques dans ce secteur vital, à l'image de CitiGroupe, ainsi que le marché de l'eau en bouteille qui se trouve en pleine expansion.

Nous vivons au rythme d'une véritable guerre de ressources qui prend de diverses formes, pour s'inscrire dans des logiques du pragmatisme, fragilisant davantage les questions des valeurs et de l'humanisme. Accroître notre résilience collective face au climat, est aussi, ouvrir la voie à réfléchir ensemble aux alternatives durables qui permettront à toute l'humanité d'accéder à l'eau, et jouir de ce droit, en réactivant les prises de conscience collective et individuelle des sociétés, de l'importance de préserver le droit universel à l'eau, sans le fragiliser dans des options économiques, tout en gardant le juste équilibre entre le bien commun et le bien économique à l'effet de préserver cette denrée rare.

Le grand débat international sur l'eau doit être approfondi pour reconnaître, du point de vue principe, que nul ne détient toute la vérité sur le climat et sur le cycle hydrologique de l'eau, car l'eau est un don de Dieu tout puissant, seul à avoir la vérité absolue. La sécheresse qui ébranle certains pays en Europe a-t-elle été attendue, puisque toutes les projections de rareté se sont concentrées sur les régions qui connaissent un haut niveau de stress hydrique, notamment dans la région MENA ? Juste une question que l'on se pose. Ce grand débat devrait donner de la place aux principes de solidarité et de respect de l'individu, et croire en notre capacité collective de partager les quantités d'eau disponibles pour satisfaire nos besoins essentiels et nutritionnels, dans une logique de solidarité, une valeur qui a fait progresser l'humanité, où l'homme a su relever le défi de sa propre

survie et ce à travers tous les temps, puisque la conscience collective domine la conscience individuelle.

Inscrire l'eau dans une logique du marché est une façon de réduire le rôle de l'humain et de la société toute entière en sa capacité de résilience, en mobilisant son intelligence collective au service de la durabilité. La valeur réelle de l'eau est désormais la sommation des valeurs d'usage, sociale, économique, culturelle et spirituelle, portées par l'humanité toute entière. Un bien commun d'intérêt général et un bien économique qui ne dépend pas de la logique du marché pour la fixation de son prix, mais plutôt un projet sociétal et économique à la fois, où l'eau et sa préservation est une affaire collective à traiter d'une manière solidaire, selon, un nouveau paradigme de la gouvernance de l'eau.

2.La transition écologique peut tourner au cauchemar, Convoitise européenne sur le lithium serbe selon "Le Monde Diplomatique" n° 828 septembre 2022

La ville de Jadar en Serbie a donné son nom à un minerai nommé "jadarite" découvert en 2004. Ce minerai riche en lithium et en bore est hautement apprécié par la multinationale RIO TINTO* dont une filiale est installée à Belgrade depuis 2001. Cette entité a signé un protocole d'accord pour le projet Jadar destiné à la production de lithium. Le VP de la Commission Européenne (un serbe de son Etat) a estimé que le projet Jadar pourra devenir d'ici 2025, le 2^{ème} fournisseur au monde de lithium après la Chine. De son côté, l'UE a voté l'interdiction à la vente de voitures neuves thermiques à partir de 2035.

Plusieurs documents publiés en 2021 montrent que le gouvernement serbe a subi d'énormes pressions de la part des ambassades occidentales pour avaliser ce projet. Or la pratique de la séparation du lithium du bore est très néfaste pour l'environnement en consommant beaucoup d'eau et d'énergie tout en causant de graves pollutions telle que la libération de tonnes de composés métalliques (Fe, Cu, Zn, Nickel, arsenic) dans la nature.

Il a été établi que sur 10 ans, RIO TINTO réaliserait un bénéfice de 4 milliards de us\$ alors que les revenus de l'Etat ne sont que de 300 millions us\$. Par contre, si les terres convoitées par le projet étaient consacrées à l'agriculture, elles rapporteraient 800 millions us\$.

Des journalistes d'investigation ont découvert que RIO TINTO a pris un sous-traitant appartenant au cercle du pouvoir serbe, ce qui laissait supposer que les élus locaux étaient impliqués dans cette opération. Bien que certains paysans aient vendu leurs terres, d'autres ont résisté entraînant un soulèvement massif de la population lorsque l'Etat a proposé une loi pour accélérer la procédure d'expropriation. Cette loi fut est retirée après une mobilisation sociale sans précédent contre le projet.

Une opposition contre le projet est représentée au Parlement serbe mais RIO TINTO n'a pas encore jeté l'éponge.

***RIO TINTO :** Rio Tinto est un groupe minier multinational anglo-australien, présent dans de nombreux pays, sur les cinq continents ; ses actifs miniers se concentrent principalement en Australie et au Canada. Il détient des actifs bruts d'une valeur de 81 milliards de dollars, à travers un réseau complexe d'entreprises et [filiales](#)³. Source : WIKIPEDIA

ENERGIE RENOUVELABLE

1.Électricité : l'été record de la production solaire en Europe.

<https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/electricite-lete-record-de-la-production-solaire-en-europe>
Courriel du Dr BENSAAAD Hocine

Conséquence de la canicule cet été, l'énergie solaire produite entre le mois de mai et le mois d'août 2022 a battu tous les records dans l'UE puisqu'elle a fourni 99 TWh* d'électricité au cours de cette période soit 12,2% du mix énergétique devant l'éolien (11,7%) et l'hydraulique (11,0%). En effet, la forte progression du solaire a concerné 18 des 27 pays de l'UE où des records ont été observés : 23% du mix énergétique aux Pays Bas, 19% en Allemagne, 17% en Espagne loin devant la France avec 7,7% du mix énergétique.

Economie en gaz

***99 TWh :** 1 TWh = 1 Giga KWh ; en considérant qu'un m³ de gaz procure une quantité d'énergie électrique de l'ordre de 10,0 KWh, en conséquence 99 TWh = 9,9 Gm³ de gaz. En supposant des pertes en lignes nulles et s'agissant d'énergie finale (99 TWh), il faudrait considérer 2 fois 9,9 Gm³ d'énergie primaire en prenant un rendement de 50% des centrales thermiques (hypothèse cycle combiné). Avec ces hypothèses, l'UE aurait économisé une quantité de gaz estimée à 19,8 Gm³ sur la période allant de mai à août 2022.

2.EnR: 567 MW de capacité totale installée au niveau national à fin 2021

Dans son dernier rapport intitulé "**Bilan des capacités Energie Renouvelable (EnR) installées à fin décembre 2021**", le CEREFE estime la capacité installée EnR à 567 MW dont 438,0 MW hors hydroélectricité. Les nouvelles installations depuis 2019 rentrent pour 27,6 MW soit une augmentation de 7% en deux ans alors que celles raccordées au réseau n'ont augmenté que de 3%. En matière d'EnR hors réseau, la capacité totale installée est de 36,9 MW à fin 2021 soit une augmentation de 73%/fin 2019 alors que 12 MW sont prévues en 2022.

En résumé, pour 92% des EnR (hors hydroélectricité), le PV est la première source d'électricité dont 84% sont raccordés au réseau. Le solaire thermique et l'éolien rentrent respectivement pour 6% et 8% (hors hydro).

En dehors des capacités EnR installées, le CEREFE a donné les éléments d'informations suivants :

- **Kits solaires en zones isolées :** capacité installées 17,2 MW (46% du solaire hors réseau à fin 2019)

Adresse : Association Club Energy 3, Rue Mohamed DRARENI BP n° 295 Hydra, Alger

Mail : clubenergy2020@gmail.com

- **840 écoles concernées** : capacité installée 6,7 MWc à fin 2021 soit +2,8 MWc/2019 ; une capacité supplémentaire de 2 MWc concernera 339 écoles en 2022.
- **Eclairage public** : capacité installée 9,9 MWc à fin 2021 soit un doublement des capacités /2019
- **RH EnR** : au niveau du supérieur, 1020 personnes entre chercheurs permanents (448) et enseignants chercheurs (577)
- **Formation et enseignement professionnel** : 93 formateurs EnR répartis entre 59 structures, 308 diplômés spécialités EnR et Efficacité Energétique entre 2020 et 2021 ; 1082 nouveaux diplômés sont attendus en 2022.

Courriel du Dr BENSAD Hocine

N.B Le projet solaire 1000 MW engagé par SHAMS, filiale 50-50 Sonatrach-Sonelgaz est toujours au stade de la réception des offres alors la date initiale d'ouverture des plis était prévue initialement le 30 avril 2022, puis repoussée au 15 juin 2022. Ce projet ne saurait être opérationnel cette année comme prévu mais seulement à fin 2023 pour une petite partie. La fusion récente des Ministères de l'Environnement et de celui de la Transition Energétique devrait être bénéfique pour une accélération de la concrétisation de ce projet.

3. L'acteur de la semaine : Alliance Légion Sécurité Privée alerte sur les vols sur les chantiers de centrales PV

Courriels du Dr BENSAD Hocine et de MM TOBBA Mokdad et KERKOUR Ali

Les chantiers de centrales PV sont souvent sujets à des vols par deux catégories de voleurs : soit par des personnes seules soit en bandes organisées qui peuvent causer de graves préjudices comme des vols de rouleaux entiers de câble et divers matériels lourds (groupes électrogènes, de soudure, etc...). En France, le montant de ce type de vol est estimé à un milliard d'euros/an. Ces délits sont possibles du fait de l'isolement des sites PV et un gardiennage insuffisant voire inexistant.

En Algérie et sur les chantiers pétroliers, ce fléau a pu être jugulé grâce à la mise en œuvre de la télésurveillance sur les principaux sites où des mesures de dissuasion ont été renforcées telles que des aménagements spécifiques sur les pourtours des installations solaires (graisse sur les parties hautes, concertina, sirènes, caméras,) mais aussi une surveillance humaine inopinée laissant peu de chance aux candidats voleurs d'arriver à leur fin.

La lutte contre le vol dans ce domaine nécessiterait une approche méthodologique impliquant l'ensemble des acteurs concernés, y compris ceux dont incombe la production des équipements. Le but à atteindre serait que les artifices dissuasifs devraient être suffisamment déployés pour annihiler toute tentative de vol.

ENVIRONNEMENT

Impact de la pollution sur la santé

Adresse : Association Club Energy 3, Rue Mohamed DRARENI BP n° 295 Hydra, Alger

Mail : clubenergy2020@gmail.com

La Revue The Lancet Planetary Health issue d'une collaboration d'une trentaine de chercheurs publiée le 18.05.2022, nous informe que la pollution sous toutes ses formes (air, eau, sol contaminé) tue 9,0 millions de personnes dans le monde soit trois fois plus que les morts cumulés du sida, du paludisme et de la tuberculose réunis. Un décès sur six est attribué à la pollution, en particulier celle de l'air qui est une menace majeure pour les pays pauvres qui concentrent 90% des cas. Selon, la Commission "pollution et santé" du Lancet, l'estimation des couts associées aux maladies et décès s'élève à 4500 milliards us\$ pour l'économie mondiale pour l'année 2015 (soit 6% de la croissance mondiale).

Si les décès attribués aux formes anciennes de la pollution (charbon, accès limité à l'eau) ont reculé globalement, les formes les plus modernes (particules fines ou chimiques) ont cru de 66% depuis l'an 2000 suite à une forte industrialisation, une urbanisation anarchique et à une explosion de la démographie. Les victimes de la pollution de l'air est passé de 2,9 millions à 4,5 millions en l'espace de 20 ans. Vient ensuite la pollution de l'eau qui a entraîné 1,4 million de décès de prématurés. Le plomb emporte jusqu'à 900 000 vies humaines par an et la pollution d'origine chimique fait 1,8 victimes /an.

La Commission liée au "Lancet Planetary Health" appelle à la création d'un groupe consacré au problème de la pollution dans le monde sur le modèle du GIEC car le combat est le même.

Source : le quotidien Le Monde

3. Activités diverses

3.1. Colloques

- L'Association Algérienne de l'industrie du Gaz a fait un appel à communications pour l'organisation de son prochain symposium qui aura lieu au Centre de Convention d'Oran les 14 au 15 mars 2023. Ayant pour thème **"RÔLE ET PLACE DU GAZ NATUREL DANS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE"**, la date limite de soumission des communications est fixée au 31 octobre 2022. Les treize thématiques retenues sont les suivantes :

- Optimisation / Rationalisation de l'utilisation du gaz et Efficacité énergétique
- Gestion des réserves et développement des réservoirs
- Transition énergétique
- Sécurité énergétique
- Développement durable
- Chaine de valeur gazière
- Energies renouvelables, Hydrogène et Bioénergies
- Marchés gaziers : offre, demande et prix

Adresse : Association Club Energy 3, Rue Mohamed DRARENI BP n° 295 Hydra, Alger

Mail : clubenergy2020@gmail.com



- Economie circulaire du Carbone et Valorisation des gaz à effet de serre
- Stratégies, Politiques et Réglementation
- Innovation, nouvelles technologies et R&D
- Digitalisation et Advanced Analytics
- Développement Ressources Humaines

Courriel de MR RAHAL Chawki en date du 15 septembre 2022

- **Invitation pour une matinée d'information " Energie & Stratégie"** le 19 septembre 2022 de la part de **Melle Selma BOUALIT**, *Responsable Pole Exécutive Education à l'Ecole Supérieure Algérienne des Affaires*

3.2. Liens utiles & autres lectures

- Courriel du Dr BENSaad Hocine du 04 septembre 2022

<https://reporterre.net/La-capture-du-carbone-sert-a-extraire-du-petrole>

- **Audition de Jean-Marc Jancovici devant la Sénat le 17 décembre 2014** sur ce que devrait être la démarche énergétique :

<https://www.youtube.com/watch?v=R4UG3Akorro>

Courriel de Mr EL ANDALOUSSI Habib

- **Un cours de prospective énergétique pour nos futurs élèves prospectivistes** : « une introduction de prospective et un concentré de sciences présenté aux politiques, mais aussi une vulgarisation qui vaut la peine d'être répétée à nos futurs élèves énergie donnant plus de détails en 1 heure d'audit sur le même sujet de Jancovici en février 2013 devant le Senat » (cf <https://youtu.be/MULmZYhvXik>)

https://www.linkedin.com/posts/xavieralberti_un-bref-passage-de-laudition-de-jean-marc-ugcPost-6971739541581750272-poSx?utm_source=share&utm_medium=member_ios

Courriel de Mr EL ANDALOUSSI Habib

- **"Géopolitique des énergies" par Emmanuel Hache** (on n'est pas encore en transition énergétique car le pétrole continue de dominer)

<https://www.youtube.com/watch?v=eREw-NCB6N4>

Courriel de Mr OUARTSI Ali

- **Observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques**

<https://www.iris-france.org/observatoires/observatoire-securite-flux-energie/>



Courriel du Dr BENSaad Hocine

- **"Renewable Energies in Algeria: Current Situation and Perspectives" by Hadj Arab**
Conference: 22 - 26 September 2014

« Ci-dessous un exemple flagrant du comportement infantile de "scientifiques" qui ont cru pouvoir faire croire à l'opinion publique internationale qu'ils sont les pionniers du développement des énergies renouvelables en Algérie en taisant les programmes et travaux de leurs aînés qui les ont initiés, formés et qui ont été depuis les années 70 à l'origine de la formation, la recherche et le développement des EnR en Algérie !

C'est là la marque de la démarche d'une génération qui cherche à faire abstraction des travaux, oeuvres, réalisations et efforts consentis par les aînés afin de se valoriser et chercher à instaurer une tradition infantile qu'il faut absolument bannir comme portant atteinte et contraire à toute éthique, déontologie et intégrité scientifique ! »

Courriel du Dr BENSaad Hocine

- **Pourquoi le schiste américain ne viendra pas à la rescousse de l'Europe**

<https://publicnewstime.com/news/economy/why-us-shale-wont-come-to-europes-rescue/?amp=1>

Courriel du Dr BENSaad Hocine